



Paris, le 30 août 2010 - n°216/D130

Commission Territoire

Avant-projet de programme statistique 2011

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITES LOCALES.....	2
Direction générale des collectivités locales (DGCL) - Département des études et des statistiques locales.....	
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'EMPLOI.....	7
Insee -Direction de la diffusion et de l'action régionale (DDAR) - Réseau de l'action régionale du DAR	
EXTRAITS des programmes statistiques 2010 des services statistiques sur les aspects régionaux et locaux.....	17

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

- Direction générale des collectivités locales (DGCL)
- Département des études et des statistiques locales

1. Exposé de synthèse

Le département des études et statistiques locales recueille, contrôle, traite et analyse de l'information essentiellement de source administrative pour mettre à disposition des utilisateurs les statistiques et indicateurs sur les collectivités locales.

Les travaux - qui portent essentiellement sur le suivi des finances locales, l'intercommunalité et les agents de la fonction publique territoriale - prévus pour l'année 2011 s'inscrivent dans les orientations détaillées dans le programme à moyen terme.

Dans le domaine des **finances locales**, l'information recueillie par le département des études et des statistiques locales provient essentiellement de l'exploitation de documents administratifs, sous-produits de l'activité normale des pouvoirs publics : budgets primitifs et comptes administratifs, transmis aux préfets pour le contrôle de légalité, informations sur la fiscalité locale à partir des opérations de gestion de la DGFIP, données issues des fichiers de gestion comptables de la DGFIP avec laquelle un protocole d'échange a été établi, rapports aux Comités Techniques Paritaires présentés par les collectivités locales dans le cadre de la loi.

Les circuits d'acquisition et de contrôle des données seront rationalisés et les procédures raccourcies par une extension du recours aux données déjà dématérialisées.

L'effort sur les objectifs définis dans le programme à moyen terme sera poursuivi :

- rationalisation de l'acquisition des données par le traitement de masse des fichiers de gestion enrichis par des traitements ciblés sur les collectivités les plus importantes, ceci pour l'ensemble du secteur communal (toutes communes et intercommunalités à fiscalité propre).
- recherche de plus de cohérence entre le traitement des grandes et des petites communes d'une part, entre les comptes et les budgets d'autre part.
- constitution de séries longues cohérentes sur les principaux agrégats et ratios.
- mise au point de référentiels de comparaison sur des ensembles d'unités définis par d'autres critères que les strates démographiques.

Le calendrier vise à regrouper les travaux sur les budgets primitifs de tous les niveaux de collectivités à une seule échéance en début d'automne. Deux échéances seront privilégiées pour la diffusion des comptes après exécution, l'une concernant les régions et départements en toute fin d'année, l'autre pour l'ensemble des composantes du secteur communal dans toutes ses composantes au printemps.

L'attention se portera aussi sur les améliorations à apporter aux données de dépenses par fonction des comptes des administrations publiques locales, en liaison avec l'Insee et la DGT, pour obtenir des données plus pertinentes à un degré fin de la nomenclature et par niveau de collectivité (voir avis du CNIS).

Les objectifs à horizon rapproché de couverture complète du territoire par l'**intercommunalité** à fiscalité propre, les orientations vers la réduction du nombre de syndicats en fonction des compétences déjà déléguées à d'autres groupements, les besoins d'études sur la rationalisation des périmètres induisent une forte demande d'analyse statistique sur l'intercommunalité. Le développement de l'intercommunalité fera l'objet d'une étude systématique des comptes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, mais aussi d'une connaissance aussi précoce que possible des nouveaux établissements se mettant en place.

Les modalités du recueil de l'information sur les autres structures intercommunales (celles qui ne sont pas à fiscalité propre) ont été renouvelées, permettant la constitution d'une information actualisée chaque trimestre. Ce système d'information permet la diffusion par accès Internet à une base nationale des informations statistiques sur l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), informations portant notamment sur la nature de l'EPCI, sa composition, ses compétences, sa nature juridique. Le développement de l'information cartographique, initialisé en 2010, devra se

renforcer en 2011 pour enrichir la diffusion des informations sur ces structures sous forme électronique.

Pour la **fonction publique territoriale (FPT)**, un des axes majeurs consiste à valoriser les informations rendues disponibles par la présentation de rapports standardisés par les collectivités territoriales à leur comité technique paritaire. Ces « bilans sociaux » apportent des informations sur la structure détaillée des emplois (analysés aussi bien en termes statutaires, juridiques, administratifs, qu'en termes de conditions d'activité, de quotité de temps de travail...), mais aussi sur les mouvements de personnels, la formation, les absences au travail, la prévention et la sécurité... Les informations sur l'exercice 2009 seront exploitables en 2011, et le Département disposera alors d'évolution sur 10 ans.

La dimension globale de support du dialogue social au sein des CTP ne devrait pas être affectée, par la disponibilité à compter de 2011 d'une source cohérente sur l'emploi et les salaires dans la FPT (les DADS-U), mais l'exploitation des éléments statistiques devait voir un recentrage des 'Bilans sociaux' sur les thématiques non couvertes par ailleurs. On visait à construire un système de recueil (et de diffusion) d'information sur un schéma pluri annuel permettant de couvrir les questions d'organisation du temps de travail, des conditions de travail, de formation, des concours et examens professionnels, des droits sociaux. Chaque thème devait pouvoir être approfondi à un rythme d'observation en cohérence avec le dispositif d'enquêtes qui est conduit par le service statistique en charge de la fonction publique d'État.

En complément, le Département souhaite poursuivre, à partir des expériences des années précédentes, la mise en place d'un dispositif léger de recueil par Internet de données de cadrage ou d'actualité sur la fonction publique territoriale auprès d'un échantillon de collectivités.

Le Département contribue, avec l'ensemble de ses travaux, au rapport annuel sur l'état de la fonction publique.

Cependant la faiblesse de nos moyens humains nous oblige à réviser la stratégie mise au point en réponse aux besoins exprimés notamment dans le rapport adopté par le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale et communiqué au CNIS, et à adopter une orientation sur un format réduit, moins satisfaisante par rapport à la production d'informations très demandées.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2011 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

Le DESL espère dégager des moyens pour s'insérer pour la partie Fonction publique territoriale dans le dispositif SIASP pour l'exploitation statistiques des DADS.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Néant.

3. Opérations répétitives

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2010 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Exploitation de fichiers administratifs (DGFIP)			
Exploitation des comptes de gestion des collectivités territoriales	DESL		Communes et groupements
Exploitation des états fiscaux des collectivités territoriales	DESL		Communes et groupements
Exploitation des états budgétaires des collectivités territoriales	DESL		
Autres travaux répétitifs			

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « territoires »

Par définition, l'ensemble des activités de la DGCL se rapporte à la dimension régionale et locale de la vie publique. Toutefois, compte tenu des effectifs limités du service statistique, il n'est pas prévu de travaux relatifs à un territoire particulier. La priorité sera donnée à la mise à disposition des acteurs locaux des données concernant leur propre territoire.

La recherche de collaborations interministérielles comme celle déjà mise en œuvre pour les zonages à travers le site www.territoires.gouv.fr/zonages sera poursuivie.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sous réserve de la qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales les données que le DESL diffuse sur son domaine peuvent contribuer à la connaissance quantitative ou qualitative de l'environnement ou du développement durable, dans la mesure où il s'agit d'interventions des collectivités locales apparaissant dans leur budget.

Le département publie les données de fiscalité concernant les ordures ménagères (taxe et redevance). Il est en rapport avec le SOeS (MEDDEM) pour échanger sources et informations de contexte.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le DESL, par ses synthèses des comptes des départements notamment et plus largement des collectivités locales fournit les données financières aux dispositifs d'observation et de suivi des politiques sociales publiques, pour la part importante qui relève d'une politique publique locale.

La qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales est essentielle à cet égard.

5.4. Aspects «européens »

Sans objet : la contribution à la statistique européenne en matière de finances publiques locales, d'emploi public local ou des structures territoriales relève d'autres unités que le DESL.

6. Diffusion des travaux

Dans la continuité des orientations précédentes, la politique de diffusion du DESL consiste à mettre en ligne au plus tôt la totalité des données disponibles, et à mettre en ligne une masse de plus en plus importante de données téléchargeables sous formes de listes et de tableaux de résultats dans les formats courants pour les utilisateurs.

Enfin, un effort est fait également sur l'aspect cartographique sur les intercommunalités, notamment.

Les publications d'analyse des comptes et budgets se font maintenant seulement sous forme électronique.

Le Bulletin d'information statistique (BIS) voit donc son rôle de présentation synthétique des résultats renforcé tout en pouvant traiter en plus d'études transversales ou rétrospectives. L'objectif est de publier 6 à 8 BIS par an.

L'ouvrage annuel « Les collectivités locales en chiffre » reste diffusé en ligne et sous forme d'ouvrage relié. Profondément remanié en 2009, il garde son objectif de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales, tout en maintenant des séries longues sur les divers sujets.

Le calendrier envisagé pour 2011 est structuré en fonction du cycle courant de disponibilité des sources, à une première date de diffusion via Internet, suivie le cas échéant d'une diffusion papier.

- Données de l'intercommunalité au 1^{er} janvier, au début du 1^{er} trimestre.
- Synthèse annuelle 'Collectivités locales en chiffres' en février-mars
- Synthèse annuelle 'rapport de l'OFL [hors programme statistique mais avec une forte contribution du SSM] en juillet - septembre
- Synthèse exhaustive sur les budgets et la fiscalité prévisionnelle de l'année en cours, en début d'automne.
- Vision des comptes définitifs de l'année précédente avant la fin de l'année courante pour les régions et départements, suivie à quelques mois pour le secteur communal.
- Données sur la Fonction publique territoriale diffusée selon la disponibilité de sources que ne maîtrise pas le DESL.

La liste des publications diffusées effectivement en 2009 et au 1^{er} trimestre 2010 est jointe en annexe.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information statistique sur la Fonction publique territoriale	DESL		Sera réduit pour s'adapter aux moyens alloués en cadre A d'attaché statisticien	

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

Titres et liens	D	Enquêtes concernées	Date de la diffusion	Remarques
Données statistiques de l'intercommunalité au 1.1.2009	2		Février 2009	
BIS65 : L'intercommunalité à fiscalité propre au 1.1.2009	3		Février 2009	
Collectivités locales en chiffres 2009	3		Mars 2009	
Les finances des régions (CA 2007)	2		Mars 2009	
Les finances des départements (CA 2007)	2		Mars 2009	
BIS 66 : L'investissement communal dans le cycle électoral.	4		Avril 2009	
Les finances des communes de 10 000 h. et plus (CA 2007)	2		Mai 2009	
Les finances des communes de moins de 10 000 h. (CA 2007)	2		Mai 2009	
Les finances des groupements à fiscalité propre (CA 2007)	2		Mai 2009	
Rapport de l'observatoire des finances locales 2009	4		Juillet 2009	
La fiscalité directe 2009 des régions	2		Juillet 2009	
La fiscalité directe 2009 des départements	2		Juillet 2009	
BIS 67 : Les finances du secteur communal en 2007	4		Juillet 2009	
Guide statistique de la fiscalité locale 2008	2		Août 2009	
BIS 68 : Les budgets primitifs des collectivités locales en 2009	2		Septembre 2009	
BIS 69 : Synthèse des résultats des bilans sociaux 2007-2008	4		Octobre 2009	
Les budgets primitifs des départements en 2008	2		Octobre 2009	
Les budgets primitifs des régions en 2008	2		Octobre 2009	
Les budgets primitifs des communes en 2008	2		Octobre 2009	
Les budgets primitifs des groupements à fiscalité propre en 2008	2		Octobre 2009	
Les taux de fiscalité directe votés en 2009 par les communes de 10000 habitants et plus	2		Octobre 2009	
Les taux de fiscalité directe votés en 2009 par les communautés d'agglomération	2		Octobre 2009	
Les taux de fiscalité directe votés en 2009 par les communautés urbaines	2		Octobre 2009	
BIS 70 : La fiscalité locale directe en 2009 (8 p)	3		Novembre 2009	
Bilan statistique de l'intercommunalité au 1.1.2010	2		Février 2010	
BIS 71 : L'intercommunalité à fiscalité propre au 1.1.2009	4		Février 2010	
Collectivités locales en chiffres 2010	3		Mars 2010	

1. Synthèse

La direction de la diffusion et de l'action régionale conduit trois types d'actions en matière de production et diffusion des données régionales et locales

1-1 L'animation du réseau des services d'« études et diffusion » des directions régionales

Le département de l'action régionale de l'Insee anime le réseau des 24 « services d'études et diffusion » des directions régionales. Leur action comporte trois volets : un socle commun de publications régulières (bilan économique et social, situation démographique, notes de conjoncture, ...); des études en partenariat avec les principaux acteurs publics en région en fonction de la demande; une activité de conseil et de relais auprès des acteurs publics pour accompagner la diffusion des données locales via le site « insee.fr ». Ainsi chaque année, un nombre important d'études (environ 300 en 2009, consultables sur **insee.fr-régions**) sont réalisées en partenariat avec les services de l'État ou les collectivités territoriales pour répondre aux questions d'ordre économique ou social que les décideurs publics posent dans le cadre de la mise en place, du suivi et de l'évaluation de leurs actions. Ces « front-office » s'appuient sur des pôles de service et d'ingénierie statistique-« back-office », également pour la plupart implantés en région, chargés d'élaborer et mutualiser un ensemble de méthodes harmonisées pour ces travaux. Ces études en partenariat comportent parfois des collectes de données par enquêtes régionales, le plus souvent **extensions d'enquêtes nationales (cf. annexe 1)**.

1-2 La production de données régionales et locales, de zonages et d'indicateurs de référence

Ce réseau concourt aussi à la production, à la mise à disposition de données régionales et locales dans les domaines où les résultats des grandes opérations statistiques nationales doivent être complétés par des dispositifs spécifiques:

- **les agrégats régionaux calés sur la comptabilité nationale** (valeurs ajoutés, PIB, revenus disponibles bruts des ménages, comptes régionaux des administrations publiques locales). Les valeurs ajoutées par région sont transmises chaque année à Eurostat pour le calcul des PIB régionaux

En 2011 seront poursuivis les travaux de changement de base (passage au SNA 2003) et publiées les séries de comptes définitifs 1990-2008, semi-définitif 2009 et provisoire 2010

- **la connaissance locale de l'appareil productif** (données annuelles du dispositif « CLAP » : exercice 2009 mis à disposition mi-2011, deuxième exercice incluant le changement de nomenclature en NAF Rév.2)
- **les revenus fiscaux et revenus disponibles localisés** (en 2011 : données de revenus fiscaux localisés 2009 par commune et 2008 par quartier; revenu disponible localisé 2008 par département et région)
- les estimations **d'emploi et de chômage** localisés par zone d'emploi : le dispositif Estel, produit désormais des estimations du nombre de personnes en emploi au lieu de domicile à une échelle locale. En avril 2010 ont été mises en ligne les nouvelles séries de 1998 jusqu'à 2007, par départements (par sexe, âge quinquennal et activité au niveau A88 pour les salariés) et par zones d'emploi (par sexe, âge quinquennal et activité niveau A38 pour les salariés).
- **le géoréférencement** de données infra-communales issues d'enquêtes ou de sources administratives, en particulier en appui des révisions en cours de la politique de la ville (*actualisation trimestrielle des indicateurs par quartier du site insee.fr*)

Il contribue à la définition, la production et l'actualisation des outils et référentiels nécessaires à la **cohérence du système d'informations statistiques régionales et locales**, essentiellement sous deux formes : la tenue des **zonages d'études** de la statistique publique, la constitution d'un socle **d'indicateurs de référence** par domaine et par échelle géographique (**cf. travaux nouveaux**)

1-3 La mise à disposition de l'ensemble des données régionales et locales via le site insee.fr

Enfin la Direction de la diffusion et de l'action régionale assure la mise à disposition des statistiques régionales et locales principalement via le **site insee.fr** et conduit auprès des usagers les actions d'accompagnement liées à ses enrichissements successifs :

- février 2008 : ouverture du **site « statistiques locales »** régulièrement actualisé et enrichi de nouvelles sources. **En juillet 2010, le niveau géographique EPCI** (établissements publics de coopération intercommunale) a été introduit dans le module cartographique comme un nouveau maillage de cartographie. Ce niveau fait maintenant également partie des zonages d'aide à la sélection géographique.
- juin 2008 : ouverture de l'espace **« données infracommunales par quartier »** actualisé régulièrement qui met à disposition les données géoréférencées issues de sources administratives, du recensement ou d'enquêtes, portant sur la population des quartiers Iris des communes de plus de 10 000 habitants, des zones urbaines sensibles (ZUS) de la métropole et de la Réunion, ainsi que des quartiers CUCS (contrats urbains de cohésion sociale) de la métropole
- chaque année en décembre, depuis 2008 : la mise à disposition des **populations légales par commune (décembre 2010 pour les populations 2008)**
- chaque année en juillet de l'année n : publication des **résultats du recensement de population n-3** suivant un calendrier resserré
 - o 1^{er} juillet 2011 : chiffres clés, tableaux détaillés et bases de données téléchargeables au niveau communal et supracommunal du RP 2008
 - o octobre 2011 : fichiers détail anonymisés et bases de données sur les flux de mobilité, bases téléchargeables à l'Iris

2. Principaux travaux nouveaux pour 2011

2-1 L'actualisation des zonages d'étude de la statistique publique

La disponibilité des résultats du nouveau recensement depuis Juillet 2009 rend à la fois nécessaire et possible l'actualisation des zonages de référence tenus par le service statistique public.

Sur la base des premières réflexions et recommandations du groupe de travail du CNIS présidé par Fancis Cuillier présentées dans son rapport examiné lors de cette séance, ont été lancés en 2010 les chantiers de révision des zonages suivants : **Unités urbaines, puis aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural, puis bassins de vie** sous la maîtrise d'ouvrage de l'Insee ; **zones d'emploi** sous la maîtrise d'ouvrage de la DARES, aux ministères chargé du travail et de l'emploi.

L'objectif de ces travaux est de mettre en œuvre ces zonages actualisés pour la diffusion des données locales sur insee.fr à compter de juillet 2011 pour la mise à disposition des résultats du recensement de 2008.

2-2 De nouvelles projections démographiques (OMPHALE 2010)

La refonte de l'application « OMPHALE » de projection de populations régionales et locales créé en 1989 et revu en 2000 a été rendue nécessaire afin de s'adapter aux données du nouveau recensement : la nouvelle méthode disponible fin 2010 comportera une amélioration importante avec la prise en compte des flux de migrations résidentielles selon leur origine et leur destination.

De nouvelles séries de projections régionales et départementales standards à l'horizon 2040 seront diffusées en décembre 2010 qui seront suivies en 2011 par des projections de populations actives et de ménages

2-3 Les extensions régionales d'enquêtes CIS

Dans le cadre de la mise en œuvre de politiques de soutien à l'innovation à l'échelle régionale, plusieurs régions ont réalisé en 2009 des extensions de l'enquête nationale et communautaire CIS 2008 (« Community innovation survey ») réalisée tous les deux ans.

En octobre 2010 seront publiés les résultats nationaux et régionaux des 7 régions concernées: Nord-Pas-de-Calais, Franche-Comté, Haute-Normandie, Pays de la Loire, PACA, Île de France et Corse. Un bilan sera établi début 2011 dans la perspective d'un renouvellement de cette opération en régions fin 2011.

2-4 La mise en place d'un service de diffusion du recensement sur des zones infracommunales à façon (DIAF-RP)

Son objectif est de diffuser des données infracommunales du RP sur des territoires personnalisés aux organismes ayant une mission de service public. Ces zones à façon (ZAF) ne peuvent être construites que dans les communes de plus de 10 000 habitants, elles doivent comprendre plus de 1 000 logements : l'ouverture est prévue au premier semestre 2011.

Annexe 1

Les enquêtes régionales Insee de 2009 à 2012

1. Enquêtes régionales et extensions régionales d'enquêtes nationales auprès des ménages

1.1. Réalisées ou exploitées (y compris diffusion) en 2009 et 2010

- Enquête « logement 2006 », dans 8 régions : Bretagne, Corse, Île-de-France, Midi-Pyrénées, Nord Pas-de-Calais, PACA, Guadeloupe et Réunion ;
- Enquête « information et vie quotidienne 2006-2007 » dans 2 régions : Martinique et Réunion ;
- Enquête « transports 2007-2008 » dans 2 régions : Île-de-France et Pays-de-la-Loire ;
- Enquête « handicap-santé 2008 (volet ménages) » dans 7 départements : Hauts-de-Seine, Nord, Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête « patrimoine 2009 » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête permanente « loyers et charges » dans une région : Guadeloupe ;
- Enquête annuelle « Technologies de l'Information et de la Communication » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête « Migrations, famille, vieillissement (2009) » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête annuelle « flux touristiques » dans 4 régions d'outre-mer :

1.2. Projets 2011-2012

- Enquête « information et vie quotidienne 2011 » dans 4 régions : Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur ; en outre l'enquête sera réalisée à la Réunion et à Mayotte, ainsi qu'en Martinique ;
- Enquête « familles et logement » (associée à l'enquête annuelle de recensement 2011) dans une région : Île-de-France ; NB : il ne s'agit pas d'une extension régionale à proprement parler, mais d'un renforcement de l'échantillon parisien ;
- Enquête annuelle « cadre de vie et sécurité » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête annuelle « Technologies de l'Information et de la Communication » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- Enquête permanente « loyers et charges » dans 3 régions : Guadeloupe, Martinique et Réunion ;
- En 2012 auront également lieu les enquêtes nationales suivantes pour lesquelles aucun projet d'extension régionale n'a encore été recensé : PIAAC - sous réserves - (Programme for the International Assessment for Adult Competencies), Conditions de travail (y/c santé et conditions de travail), Sans Domicile, Logement, AES (Adult education survey), EPSS (European program of social surveys).

2. Enquêtes régionales et extensions régionales d'enquêtes nationales auprès des entreprises

2.1. Réalisées ou exploitées (y compris diffusion) en 2009 et 2010

- Enquête « SINE 2006 2^{ème} vague » (collecte 2009) dans 5 régions de métropole : Bourgogne, Centre, Île-de-France, Limousin (c/o SES 31), Rhône-Alpes ;
- Enquête « SINE 2010 1^{ère} vague » (collecte 2010) dans 9 régions de métropole : Alsace, Centre, Franche-Comté, Île-de-France, Limousin (c/o SES 31), PACA, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes et Corse ;

- Enquête « CIS 2008 » (collecte 2009) dans 7 régions de métropole : Corse, Franche-Comté, Haute-Normandie, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays-de-la-Loire ;
- Enquêtes annuelles de fréquentation hôtelière dans toutes les régions de métropole (hors Corse) ; de plus, les DR de Poitou-Charentes, Rhône-Alpes poursuivront les enquêtes spécifiques auprès des autres hébergements collectifs, de même que la DR de Languedoc Roussillon qui réalisera en outre une enquête auprès des meublés à l'instar de la DR d'Auvergne.
- Enquêtes annuelles de filières dans 4 régions : Midi-Pyrénées et Aquitaine (enquête Aéronautique avec Aerospace Valley), Nord-Pas-de-Calais (enquête sur la filière automobile) et Guyane (enquête sur le Spatial) ;
- enquête « conjoncture » dans une région : Midi-Pyrénées (bâtiment).

2.2. Projets 2011-2012

- enquête « SINE 2006 3^{ème} vague 3 » (collecte 2011) dans 8 régions : Bourgogne, Centre, Franche-Comté, Île-de-France, Limousin, Poitou-Charentes, DIRAG (Martinique, Guadeloupe) et Rhône-Alpes ;
- enquête « CIS 2010 » (collecte 2011) : extensions en cours d'examen ;
- enquêtes annuelles de fréquentation hôtelière dans toutes les régions de métropole (hors Corse) ; de plus, les DR de Languedoc Roussillon, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes poursuivront les enquêtes spécifiques auprès des autres hébergements collectifs, tandis que l'Auvergne, confrontée à un changement de partenariat ne renouvellera pas l'enquête auprès des meublés ;
- enquêtes de filières dans 5 régions : Midi-Pyrénées et Aquitaine (enquête Aéronautique avec Aerospace Valley), PACA (enquête sur le pôle de compétitivité « Pégase Aéronautique), Nord-Pas-de-Calais (enquête sur la filière automobile) et Guyane (enquête sur le Spatial) ;
- enquête d'inscription territoriale dans une région : Poitou-Charentes (étude sur le Port de la Rochelle) ;
- enquête « conjoncture » dans une région : Midi-Pyrénées (bâtiment).

Annexe 2

Publications 2008-2009-2010 avec composante territoriale dans les collections nationales de l'Insee

Collection « Insee Première »

- **Les revenus des ménages entre 2002 et 2007 : un rééquilibrage entre territoires mais des disparités dans les pôles urbains**
Août 2010 - N° 1309
- **Les services marchands aux particuliers s'implantent dans l'espace rural**
juillet 2010 - N° 1307
- **Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions**
mai 2010 - N° 1295
- **Le commerce de proximité**
mai 2010 - N° 1292
- **Une cartographie de l'emploi régional d'après le recensement de la population de 2006**
février 2010 - N° 1280
- **Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole**
février 2010 - N° 1279
- **Répartition géographique des emplois - Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision**
février 2010 - N° 1278
- **Jeunes et territoires - L'attractivité des villes étudiantes et des pôles d'activité**
janvier 2010 - N° 1275
- **Départs du marché du travail dans les régions à l'horizon 2020 - Le papy-boom n'explique pas tout**
septembre 2009 - N° 1255
- **Dans les grandes agglomérations, la mobilité quotidienne des habitants diminue, et elle augmente ailleurs**
juillet 2009 - N° 1252
- **Wallis et Futuna : Recensement de la population de 2008 - 10 % d'habitants en moins depuis 2003**
juillet 2009 - N° 1251
- **Recensement de la population de 2006 - Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs**
juillet 2009 - N° 1248
- **À la campagne, comme à la ville, des commerces traditionnels proches de la population**
juin 2009 - N° 1245
- **La croissance périurbaine depuis 45 ans - Extension et densification**
juin 2009 - N° 1240
- **Mayotte : Recensement de la population de 2007 - Une population multipliée par quatre en 30 ans**
avril 2009 - N° 1231

- **Recensement en Polynésie française 2007 : la croissance de la population ralentit depuis 2002**
mars 2009 - N° 1230
- **L'économie sociale emploie un salarié sur dix en 2006**
février 2009 - N° 1224
- **Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 - Formation et emploi des jeunes dans les régions françaises**
janvier 2009 - N° 1219
- **Recensement de la population de 2006 - La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes**
janvier 2009 - N° 1218
- **La population légale des communes - 63 235 568 habitants au 1er janvier 2006**
janvier 2009 - N° 1217
- **Les prix sont plus élevés en Île-de-France qu'en province**
octobre 2008 - N° 1210
- **L'activité économique dans les zones franches urbaines**
mai 2008 - N° 1187
- **Industrie, commerce, services - De l'influence du territoire sur les revenus des non-salariés**
avril 2008 - N° 1185
- **Une année 2007 excellente pour l'hôtellerie, plus mitigée pour les campings**
février 2008 - N° 1179
- **Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon en 2006**
février 2008 - N° 1178
- **Un rythme des créations d'entreprises très élevé en 2007**
janvier 2008 - N° 1172
- **Enquêtes annuelles de recensement 2004 à 2007 - L'activité des femmes est toujours sensible au nombre d'enfants**
janvier 2008 - N° 1171

Revue « Économie et statistique »

- **Économie et Statistique 427-428 - Globalisation et flux d'emploi : que peut dire une approche comptable ? - L'impact d'exonérations fiscales sur la création d'établissements et l'emploi en France rurale : une approche par discontinuité de la régression - Réduction et crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, conséquences incitatives et redistributives - Les incitations fiscales aux dons sont-elles efficaces ?**
mai 2010 - N° 427-428
- **Productivité, institutions et politique économique - Économie et Statistique 419-420**
Économies d'agglomération et productivité des entreprises : estimation sur données individuelles françaises
août 2009 - N° 419-420
- **Disparités territoriales - Économie et Statistique n°415-416**
mars 2009 - N° 415-416
- **Les projections régionales de population 2005-2030 Concentration au Sud et à l'Ouest et intensité variable du vieillissement : le double impact des échanges migratoires**

Collection « Insee Références »

- **La France et ses régions - Insee Références - Édition 2010**
La France et ses régions - juin 2010
- **Les salaires en France - Insee Références web - Édition 2010**
Les salaires en France - février 2010
- **Le tourisme en France - Édition 2008**
Le tourisme en France - mai 2009

Collection « Insee Résultats »

- **Statistiques d'état civil sur les naissances en 2009**
juillet 2010 - N° 110 soc
- **La situation démographique en 2008**
juillet 2010 - N° 109 soc
- **L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2006, 2007 et 2008**
avril 2010 - N° 108 soc
- **Les agents de l'État au 31 décembre 2006 et 2007**
mars 2010 - N° 107 soc
- **La situation démographique en France : estimations définitives de population et des indicateurs démographiques de 1999 à 2006**
février 2010 - N° 106 soc
- **Enquête emploi en continu 2008**
janvier 2010 - N° 104 soc
- **Statistiques d'état civil sur les décès en 2008**
décembre 2009 - N° 103 soc
- **Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2007**
novembre 2009 - N° 101 soc
- **Statistiques d'état civil sur les mariages en 2008**
novembre 2009 - N° 100 soc
- **Les salaires des agents de l'État au 31 décembre 2005, 2006 et 2007**
novembre 2009 - N° 99 soc
- **L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2005, 2006 et 2007**
septembre 2009 - N° 98 soc
- **Statistiques d'état civil sur les naissances en 2008**
août 2009 - N° 97 soc
- **Recensement général de la population du Territoire des îles de Wallis et Futuna (21 juillet 2008)**
juillet 2009 - N° 96 soc
- **L'emploi départemental et sectoriel (1989-2007) - Le chômage départemental (1982-2008)**
juillet 2009 - N° 95 soc

- **Les agents de l'État au 31 décembre 2005 et 2006**
avril 2009 - N° 93 soc
- **Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2007 : la génération 2002 cinq ans après**
janvier 2009 - N° 39 eco
- **Statistiques d'état civil sur les décès en 2007**
janvier 2009 - N° 91 soc
- **L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2004, 2005 et 2006**
janvier 2009 - N° 90 soc
- **Statistiques d'état civil sur les mariages en 2007**
décembre 2008 - N° 89 soc
- **Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2006**
novembre 2008 - N° 88 soc
- **EPCV - Les vacances en 2004**
octobre 2008 - N° 86 soc
- **Statistiques d'état civil sur les naissances en 2007**
août 2008 - N° 85 soc
- **La situation démographique en 2006**
août 2008 - N° 84 soc
- **L'emploi départemental et sectoriel (1989 - 2006) - Le chômage départemental (1982 - 2007)**
juillet 2008 - N° 83 soc
- **Les revenus disponibles localisés en 2004**
avril 2008 - N° 80 soc
- **L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2003, 2004 et 2005**
avril 2008 - N° 79 soc
- **Statistiques d'état civil sur les décès en 2006**
mars 2008 - N° 78 soc
- **Les mouvements de main-d'oeuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2006**
février 2008 - N° 77 soc
- **Créations et créateurs d'entreprises - Première interrogation 2006, profil du créateur**
février 2008 - N° 34 eco
- **Les salaires des agents de l'État au 31 décembre 2002, 2003 et 2004**
janvier 2008 - N° 76 soc
- **Statistiques d'état civil sur les mariages en 2006**
janvier 2008 - N° 75 soc
- **Statistiques d'état civil sur les naissances en 2006**
janvier 2008 - N° 74 soc

Collection « Documents de travail »

- **L'apport des méthodes à noyaux pour mesurer la concentration géographique
#Application à la concentration des immigrés en France de 1968 à 1999**
juillet 2010 - N° G2010/11
- **Le dispositif statistique de l'Insee dans le domaine du logement - État des lieux et
évaluation comparée des sources**
avril 2010 - N° F2010/02
- **Emploi agricole : recensement et comparaison des sources #Exemple : rapprochement
de l'enquête structure des exploitations et du fichier MSA non salariés**
octobre 2009 - N° E2009/08
- **Concentration géographique dans l'industrie manufacturière et dans les services en
France : #une approche par un indicateur en continu**
août 2008 - N° G2008/09
- **Économies d'agglomération et productivité des entreprises :#estimation sur données
individuelles françaises**
mai 2008 - N° G2008/03
- **Zones Franches Urbaines : quels effets sur l'emploi salarié et les créations
d'établissements ?**
janvier 2008 - N° G2007/11

EXTRAITS des programmes statistiques 2011 des services statistiques sur les aspects régionaux et locaux

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE

La base documentaire Lotus regroupe les principales statistiques nationales et régionales. Cette base devrait être accessible par Internet sur le site de la Cnav.

Centre National de la Fonction Publique Territoriale - Observatoire de la fonction publique territoriale

Les résultats des enquêtes et synthèses statistiques sont systématiquement déclinés par région administrative, par délégation régionale « CNFPT » et éventuellement par département et mis à la disposition de l'échelon géographique régional.

Ministère de la Culture et de la communication - Département des études, de la prospective et des statistiques

Il s'agit de réfléchir aux modalités par lesquelles il serait possible d'améliorer la connaissance relative au financement de la culture à un niveau local. Un groupe de travail a été proposé et créé à cette fin, dans le cadre du Conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel (CCTDC). Les conclusions du groupe de travail alimenteront, autant que faire se peut, la réédition de l'enquête statistique nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales ainsi que les orientations prioritaires pour des travaux d'études plus ciblés sur les aspects relatifs au financement de la culture par les collectivités locales. Les territoires d'Outre-Mer seront intégrés aux réflexions afin de déterminer s'ils requièrent des approches ou des moyens particuliers pour les aspects relatifs aux dépenses.

Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville - DARES

- Le système d'information sur l'intérim et sur les flux de main-d'œuvre dans les grands établissements continuera de fournir des résultats par région ou département.
- Les services déconcentrés n'interviendront plus dans la collecte des DMMO et EMMO (régions test en 2010, généralisation en 2011).
- Mise à jour de l'outil sur les tensions du marché du travail par Fap fines et par régions. Alimentation de l'outil du PSAR de Lille (Insee).
- Alimentation des Directe en données sur les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi collectées par Pôle emploi.

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales - Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

- Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2009 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -I.N.S.E.E.-).
- Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2009 sur la délinquance constatée (destinataire : I.N.S.E.E.).

**Ministère de l'éducation nationale
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Secrétariat général
- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP**

Des travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs académiques et départementaux de performance ont été entrepris en 2010. Ils devraient être systématisés à compter de 2011.

INSEE - Direction des études et synthèses économiques (DESE)

Les aspects régionaux des enquêtes de conjoncture sont traités par la Direction de la diffusion et de l'action régionale, en liaison avec les Directions régionales de l'Insee.

**Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
- Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)
- Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation**

Poursuite des travaux sur la localisation de l'emploi public, en relation avec la révision générale des politiques publiques sous l'angle de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État (Réate), en collaboration avec la Diact et l'Insee. Dans la foulée de travaux lancés en 2010, le service statistique exploitera à un rythme infra-annuel le fichier détail trimestriel issu d'Epure élaboré par l'Insee, en particulier dans le cadre du suivi de la Réate.

Régionalisation de l'enquête sur les recrutements dans la fonction publique de l'État.

**Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
- Direction générale des collectivités locales (DGCL)
- Département des études et des statistiques locales**

Par définition, l'ensemble des activités de la DGCL se rapporte à la dimension régionale et locale de la vie publique. Toutefois, compte tenu des effectifs limités du service statistique, il n'est pas prévu de travaux relatifs à un territoire particulier. La priorité sera donnée à la mise à disposition des acteurs locaux des données concernant leur propre territoire.

La recherche de collaborations interministérielles comme celle déjà mise en œuvre pour les zonages à travers le site www.territoires.gouv.fr/zonages sera poursuivie.

**Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
- Direction générale des finances publiques (DGFiP)**

La DGFiP fournit aux responsables des comptes régionaux des administrations publiques locales les informations comptables des administrations publiques locales, traduites en comptabilité nationale, dont elle dispose et qui peuvent leur être utiles.

**Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique
- Direction générale des douanes et droits indirects
- Département des statistiques et études économiques**

L'évolution de la réglementation douanière rend de plus en plus difficile la localisation des marchandises. Depuis 2009, les déclarations en douane peuvent ainsi être centralisées dans un seul bureau, français ou étranger, quel que soit le lieu de passage de la marchandise. En revanche, les statistiques régionales et locales continueront d'être établies selon le seul critère de la localisation du siège social de l'opérateur.

Ministère de l'agriculture et de la pêche

- Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA - Bureau des statistiques de la pêche et de l'aquaculture (BSPA)

Les statistiques de débarquements et de ventes des produits de la pêche peuvent être localisées selon le lieu de débarquement ou de vente. Les statistiques de captures sont ventilées par zone de pêche.

En ce qui concerne les données économiques sur la pêche, l'échantillon a une représentativité nationale mais le nouveau règlement européen demande de produire des données par « supra-région » (Atlantique-Manche-Mer du Nord / Méditerranée / autres régions).

Les statistiques sur la production aquacole peuvent être produites par région (ou regroupement de régions, selon le nombre d'entreprises concernées)

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales Département de l'Emploi et des revenus d'activité (DSDS – DERA)

La disponibilité d'Estel 2008 en septembre 2010 permettra de lancer un chantier méthodologique sur les estimations d'emploi et de chômage sur des zonages à façon. L'objectif est la mise au point d'une méthode industrialisée assurant une qualité suffisante sur des zonages les plus fins possibles (supra communaux).

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales Département de la démographie

L'enquête associée « famille et logement » permettra la publication de résultats régionaux.

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages Division Conditions de vie des ménages

Trois des enquêtes collectées en 2011 concernent aussi les DOM :

- l'enquête Cadre de vie et sécurité fera l'objet d'une extension à la Réunion ;
- l'enquête Technologies de l'information et de la communication sera collectée en Antilles Guyane et à la Réunion, sans extension ;
- l'enquête Budget des familles fera l'objet d'une extension dans chaque DOM, y compris à Mayotte.

Il n'est en revanche pas prévu d'extension locale en métropole pour les enquêtes de la division en 2011.

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages Division Logement

Certaines parties de l'enquête Logement peuvent faire l'objet d'un tirage représentatif au niveau régional, si la demande existe, comme ce fut le cas en 2006. Ces extensions doivent cependant répondre à une demande de nos partenaires régionaux et faire l'objet d'un financement complémentaire.

La division mettra à disposition les données du recensement rénové sur le thème du mal-logement.

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales
Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Division revenu et patrimoine

Les fichiers fiscaux localisés continueront à être produits tant que le projet de refonte ne sera pas achevé.

Le projet de refonte du système d'information sur les revenus s'inscrit dans cet objectif d'amélioration de la connaissance localisée des inégalités de niveaux de vie et de la pauvreté.

L'enquête Patrimoine a été collectée pour la première fois dans les départements d'outre-mer fin 2009 - début 2010, avec des extensions à La Réunion et en Guadeloupe. Les premières exploitations pourront être conduites fin 2010 et se poursuivront en 2011 avec les premiers résultats sur les montants de patrimoine détenu.

L'extension de l'enquête revenus fiscaux et sociaux aux DOM s'appuiera sur les tests conduits en 2010 à La Réunion, mais restent tributaires de la qualité des adresses figurant dans les sources administratives dans les DOM, adresses à partir desquelles les appariements entre l'enquête emploi et les sources administratives sont réalisés.

INSEE - Direction des statistiques d'entreprises

Les travaux sur la démographie des entreprises sont depuis toujours exploitables au niveau régional et contribuent à la connaissance de l'appareil productif local. L'enquête SINE est représentative au niveau régional, de nombreuses extensions régionales ont été réalisées dans le cadre des dispositifs SINE 2002 et SINE 2006. Pour la nouvelle cohorte de SINE portant sur les créateurs de 2010, l'utilisation de méthodes d'estimation sur les petits domaines sera préférée aux extensions. Par ailleurs, on s'attachera à déterminer les premiers éléments de l'équation démographique pour chacune des régions.

Par ailleurs, le département diffusera en 2010 ou 2011 des résultats permettant d'apprécier au niveau régional l'implantation des entreprises telles qu'elles sont définies par le décret du 18 décembre 2008 relatif aux catégories d'entreprises.

INSEE - Direction des statistiques d'entreprises
Département des synthèses sectorielles

Des extensions régionales sont envisagées pour l'enquête CIS2010.

Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaires (MIINDS)
- Département des statistiques, des études et de la documentation

Pour le département, cette préoccupation se situe essentiellement sous l'angle de l'étude des concentrations territoriales des immigrés, à partir par exemple des données du recensement de la population. Plusieurs sources administratives permettent des informations localisées (par exemple : titres de séjour, visites médicales) et pourraient être mobilisées à la demande. Elles pourraient être combinées avec les données du RP.

Institut de prévention et d'éducation pour la santé - Inpes

Le Baromètre santé 2010 est un système d'observation nationale qui peut efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils sont de fait strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 porte sur un échantillon de 30 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux ont pu être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS est de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions sont prévues dans plusieurs régions, parfois sur la population « jeune adulte ». Elles sont à la charge des ORS et sont dépendantes de financements locaux.

En 2011, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien étroit avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les extensions de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.

Haut commissaire à la jeunesse

- Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

- Mission des études, de l'observation et des statistiques

La poursuite des travaux liés à l'exploitation des DADS et CLAP permettront non seulement d'appréhender l'emploi associatif au niveau national, mais également aux niveaux régional et local.

Mutualité sociale agricole – MSA

Territoires ACCIDENTS DU TRAVAIL	- SIMPAT : Système d'information des maladies profession- nelles et des accidents du travail des salariés agricoles.	Paiement des prestations AT par les MSA Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Employeur Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique Statistiques internationales : - des accidents du travail - des maladies professionnelles (BIT) SID AT	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	- OREADE : Système d'information des maladies profession- nelles et des accidents du travail des non salariés agricoles.	Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	- SEAXA : Système d'information des personnes affiliées à l'assurance accidents du travail des exploitants agricoles (ATEXA)	Affilié	Exhaustif	Trimestrielle	Assureur Statut Catégorie de risque	États annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives

Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP)

Le site « cartocrime.net » a été lancé fin avril 2009. Sa forme actuelle sera améliorée fin 2010, début 2011.

L'OND assure désormais de façon régulière la diffusion de recueil de statistiques sur les faits constatés à travers le recueil annuel « crimes et délits constatés par département ». Pour les faits élucidés et les personnes mises en cause à l'échelle départementale, la conception de nouveaux outils méthodologiques est en cours.

Marseille pourrait figurer parmi les agglomérations bénéficiant d'un travail d'analyse cartographique.

PÔLE EMPLOI

Les travaux d'estimation et de publication régionale d'emploi seront poursuivis. Seront également poursuivis et approfondis les travaux d'élaboration et de diffusion d'indicateurs départementaux et régionaux sur la demande d'emploi en concertation avec la DARES et ses services déconcentrés.

Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes

La politique de la Ville est mise en œuvre localement sur 751 ZUS et environ 1500 quartiers CUCS. Ces quartiers sont définis à une échelle infra-communale. C'est donc l'échelle à laquelle s'expriment

l'ensemble des besoins, dans les domaines de la démographie, du développement économique, de l'éducation, du logement, des revenus et conditions de vie.

Le site SIG-Ville diffuse aux acteurs locaux de la politique de la ville les informations statistiques utiles à la conduite des politiques locales, dans le respect des règles de diffusion fixées par les producteurs de données.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

- **Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle**
- **Direction générale pour la recherche et l'innovation**
- **Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques (SIES)**

Élaboration d'un atlas des effectifs étudiants et d'un ensemble d'indicateurs régionaux de la Recherche et de l'Innovation. Diffusion d'indicateurs sur les universités.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

- **Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques -**
- **Département des études statistiques – Pôle Recherche**

Une enquête permet de connaître les dépenses des régions et départements en matière de R&D. La DIRD (Dépense intérieure de recherche-développement) et les effectifs de chercheurs sont ventilés par région.

Des cartes sont disponibles sur le site REPERES (voir ci-dessous).

Initié en 2009, un « kit Recherche » développé dans le cadre du COPAR pour étendre l'offre de données régionales sera remis à jour fin 2010 et mis à disposition des DR de l'Insee. Il inclut de nouveaux indicateurs régionaux.

Enfin, la création des pôles de compétitivité et des différentes structures de recherche prévues dans la loi d'orientation de la recherche va accroître la demande de données régionales ou locales.

Contribution à l'outil de restitution d'indicateurs généraux sur la R&D en région (outil PAP-ESR).

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

- **Service de l'observation et des statistiques (SOeS) –**
- **Énergie**

Un groupe de travail sur les statistiques et l'information économique sur l'énergie dans les régions a été créé en 2003, impliquant tous les acteurs concernés (ex-DRIRE, ADEME, Conseils régionaux et Observatoires régionaux de l'énergie), pour notamment favoriser l'harmonisation de l'usage des méthodes de statistiques énergétiques au niveau local. Face aux besoins croissants d'information liés au développement des interventions locales dans la politique énergétique, ce chantier prend en importance. Il s'inscrit dans la révision des relations du SOeS avec les régions. Dans l'énergie, il faut signaler qu'il se heurte plus qu'ailleurs aux contraintes du secret statistique.

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

- **Service de l'observation et des statistiques (SOeS)**
- **Environnement**

En 2011, le SOeS travaillera dans trois directions :

1. l'enrichissement et la valorisation de son outil de cartographie dynamique Géoïd accessible sur Internet (site.statistiques.developpement-durable.gouv.fr) en poursuivant l'intégration des

problématiques qui relèvent de son champ de compétence (extension aux données et cartes sur l'énergie, le logement et les transports)

2. l'amélioration de son dispositif de géo localisation de l'information pour répondre à de nouvelles problématiques (ville durable) ou préoccupations (étalement urbain)
3. la production, en partenariat avec les organismes compétents d'indicateurs de développement durable territoriaux (point 5.2.2)

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

- Service de l'observation et des statistiques (SOeS)

- Logement

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

- Service de l'observation et des statistiques (SOeS)

- Transports

L'analyse des transports à un niveau géographique plus détaillé que la métropole s'impose désormais, en particulier dans les démarches de territorialisation du Grenelle de l'environnement et de recherche d'indicateurs territorialisés de développement durable. La sous-direction des statistiques des transports recherchera, en collaboration avec les autres sous-directions du SOeS, la DGITM (direction des infrastructures de transports), l'IGN, le Sétra et les directions inter-départementales des routes à mettre en place des indicateurs d'occupation de l'espace et de densité de trafic.

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

- Service de la statistique et de la prospective (SSP)

Les opérations statistiques du SSP disposent toutes d'une dimension géographique et localisée. Le RA 2010, qui par nature doit recenser toutes les exploitations agricoles, est une opération statistique majeure pour la connaissance régionale et locale de l'agriculture. Les données permettront de mieux connaître les moyens de productions locaux engagés dans l'agriculture (force de travail, surfaces agricoles, cheptels), de mieux estimer l'impact des activités agricoles sur l'environnement immédiat (pression polluante des fertilisants, consommation d'eau, niveau de couverture des sols...) et la diversification des activités des exploitations agricoles vers des activités de services locales (hébergements, vente directe).

Du côté des industries agricoles et alimentaires, des exploitations forestières et des scieries ainsi que des coopératives agricoles le SSP veillera à rendre avec ESANE le même service que celui qu'il fournissait auparavant. Il répondra en particulier à la demande des utilisateurs, notamment institutionnels qui souhaitent d'informations régionales comparables et cohérentes en définissant un socle commun de tableaux, de graphiques et de cartes disponibles à cet échelon.